

Article 31 du Règlement

Nous ne pouvons pas attendre une autre élection pour qu'une deuxième entente sur la mise en valeur des ressources soit signée. Il faut agir dès maintenant pour régler les problèmes d'exploitation forestière en Colombie-Britannique et dans ma circonscription, celle de Prince George—Bulkley Valley.

* * *

● (1405)

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

LES BUREAUX DE POSTE RURAUX—LE DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ORGANISATION DIGNITÉ RURALE

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je prends la parole à la Chambre aujourd'hui au nom d'une organisation qui se dévoue depuis deux ans pour une cause que j'appuie sans réserve. L'organisation en question, Dignité rurale, s'occupe de sauver les bureaux de poste ruraux.

En milieu rural, le bureau de poste est un lieu de rassemblement. J'ai passé le plus gros de ma vie dans la campagne de l'Île-du-Prince-Édouard et je sais à quel point le bureau de poste est nécessaire à ma localité et à la région environnante.

Dignité rurale célèbre aujourd'hui son deuxième anniversaire. Cet organisme s'efforce depuis deux ans de sensibiliser le gouvernement et les Canadiens à l'importance des bureaux de poste ruraux. Je sais que mes collègues de mon parti se joignent à moi aujourd'hui pour saluer le deuxième anniversaire de cet organisme, et j'invite tous les députés à célébrer cette juste et noble cause.

* * *

[Français]

LES DROITS DE LA PERSONNE

LE BICENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

M. Fernand Jourdenais (La Prairie): Monsieur le Président, le Canada, terre de libertés, est une oasis où les droits de la personne sont maintenant protégés par la Charte canadienne des droits et libertés.

Nous sommes fiers et heureux de pouvoir être libres dans tous les sens du terme. Le Régime français nous a laissé en héritage des grands principes de liberté et d'égalité.

Saluons, à ce propos, le bicentenaire de la Révolution française qui commencera dans quelques jours. Monsieur le Président, il y a 40 ans, le professeur français, René Cassin, qui repose aujourd'hui au Panthéon, rédigeait la Charte universelle des droits de la personne, assisté par un Canadien de premier plan, M. John Humphrey, qui a joué un rôle prédominant dans la lutte pour la liberté des personnes.

Nous voulons rendre hommage aujourd'hui, monsieur le Président, dans cette Chambre des communes, mes collègues et moi, au lauréat du Prix des Nations-Unies pour sa contribution à l'affirmation et au développement des droits de la personne au Canada et au niveau international.

* * *

[Traduction]

L'AGENCE SPATIALE NATIONALE

ON DEMANDE DES CONSULTATIONS SUR LE CHOIX D'UN EMBLEMMENT

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, il y a deux ans les représentants de l'industrie spatiale se sont réjouis lorsqu'on a annoncé qu'une Agence spatiale nationale allait être créée. Un an plus tard, ils accusaient Ottawa de se livrer à des manoeuvres politiques, de faire preuve de mauvaise volonté, de jeter l'incertitude et la confusion dans les esprits et de freiner les investissements dans le secteur spatial.

Une agence solidement établie jouira d'une grande influence à l'échelle internationale, maintiendra notre industrie à la pointe du progrès et fera en sorte que toutes les régions du Canada bénéficient de notre investissement dans le domaine spatial. On trouve maintenant cette industrie dans toutes les régions, de Vancouver à Halifax, soutenue par la recherche menée dans les ministères et organismes fédéraux.

Les députés d'Ottawa-Carleton ont écrit au premier ministre (M. Mulroney) pour demander qu'on informe tous les députés de tout ce qui concerne cette question importante que représente notre programme spatial. Je demande au premier ministre de consulter les représentants de cette industrie dans tout le pays et de leur demander leur avis pour faire en sorte que l'agence spatiale réponde aux intérêts supérieurs de cette industrie et de notre pays.